

Grosse couleuvre à avaler...

Il est encore trop tôt pour avoir un aperçu assez large des réactions des militants communistes après la décision du Comité central de soutenir la candidature Mitterrand. Ce qui est sûr, c'est que cette nouvelle a provoqué sur le champ un certain choc.

Depuis le dernier congrès de la S.F.I.O., les militants étaient de plus en plus persuadés qu'ils allaient pouvoir voter pour « leur candidat ». Cette perspective correspondait assez bien à la sensibilité anti-S.F.I.O. qui existe depuis fort longtemps dans le P.C.F.

Mais il était très clair pour la direction qu'un candidat communiste allait vers un échec spectaculaire, du fait même de l'esprit parlementariste développé dans sa masse électorale par le P.C. lui-même en plus de trente ans de néo-réformisme. Aujourd'hui, les maires communistes, qui servent de corps conducteur à cette sensibilité des « électeurs communistes », sont très écoutés par la direction. Entre ses militants et sa clientèle électorale, le Bureau politique a vite choisi, même si certains de ses membres n'ont accepté la décision qu'à contrecœur. Ils se sont finalement tous jetés sur la candidature Mitterrand avec un lâche soulagement. Puis le Comité central a entériné l'affaire en moins de deux heures... Le pas est franchi et sans doute certains savent-ils qu'il est irrévocable.

A l'attente inquiète de la base et à son énergie en suspens, un nom est jeté. Certes, il s'agit d'une nouvelle très grosse couleuvre à faire avaler au meilleur du Parti. Mais on peut être certain que l'appareil ne tolérera pas le laisser-aller. Quel que soit le résultat de cette opération, il s'agit maintenant de maintenir la cohésion du parti dans et par l'activité.

Comme dans toutes les grandes occasions, l'Humanité commence à publier les résolutions d'approbation des organismes du parti, ce qui oblige les gens avertis à faire le pointage pour vérifier si toutes les fédérations sont au complet et si cela s'est fait « unanimement ».

Il apparaît dès aujourd'hui que ce n'est pas partout le cas. Lors de l'assemblée des militants de la Fédération de Paris, Paul Laurent, jugeant sans doute peu favorable l'atmosphère de la salle, préféra, plutôt que de présenter une résolution comme cela se fait parfois, conclure la réunion en remarquant que « par leurs applaudissements, les camarades ont montré qu'ils approuvaient la position du Comité central ».

On peut noter que, dans l'ensemble, les cellules locales acceptent Mitterrand. Composées essentiellement de ménagères, de commerçants, de petit-bourgeois et d'ouvriers de très petites usines, ces organismes regroupent les éléments les moins politisés pour qui le vote pour Mitterrand n'apparaît pas comme quelque chose d'important.

Ce qui montre bien les clivages embryonnaires de ce parti non homogène, c'est que le malaise est beaucoup plus grand dans les cellules d'entreprises où l'ancien ministre de l'Intérieur n'a pas la cote et symbolise trop le passé bourgeois de l'ancienne république que la classe ouvrière ne veut plus revoir et qui a poussé certains de ces courants à accepter de Gaulle en 1958 plutôt que d'engager une lutte pour la « défense de la République ».

Le mécontentement sourd qui règne chez les travailleurs a cependant peu de chances de se concrétiser dans l'immédiat. La situation politique française est relativement stable. Malgré un désir de lutte du prolétariat, l'absence totale de stratégie de la part des directions empêche encore les mécontents de s'exprimer. En dehors de Mitterrand, ils ne voient aucune solution différente offerte. On peut prévoir que leur malaise se traduira plus, à court terme, par l'abstention le 5 décembre que par des résolutions oppositionnelles. Néanmoins la situation créée par cette consultation, permet aux marxistes-révolutionnaires de décupler leur travail d'explication politique qui, aujourd'hui, trouve une résonance beaucoup plus profonde que par le passé.

...pour le militant du P.C.F.

L'affaire Mitterrand affaiblit le prestige de la direction. Le résultat électoral et surtout la situation qui s'ensuivra permettront à de nombreux militants de comprendre nos critiques actuelles.

Dès le début de la campagne électorale surgiront de nouvelles causes de différenciations dans le P.C.F. « L'unité a progressé » proclame la direction. Mais, dans la plupart des localités, le P.C. fera seul sa campagne pour Mitterrand. La SFIO comme Mitterrand lui-même, se refuse, à quelques exceptions près, à organiser une campagne commune. Pas un membre du P.C. ne se trouve au « Comité Mitterrand » chargé d'organiser la propagande. Dans chaque fédération du P.C., les militants auront du mal à comprendre pourquoi ils collent les affiches d'un candidat qui les renie et n'acceptent d'eux que les basses besognes et leur bulletin de vote.

Le plus réconfortant pour les marxistes-révolutionnaires est de considérer l'attitude des jeunes, complètement écœurés par de telles manœuvres politiciennes. Ceci se manifeste dans les cellules du P.C.F. mais surtout dans le Mouvement de la Jeunesse communiste qui voit ses effectifs fondre à vue d'œil pour ne plus dépasser 20 000 adhérents. Dans le même temps, une avant-garde de jeunes se cherche, sensibilisée par toutes les expériences révolutionnaires en cours dans le monde, et perdant ou ignorant tout préjugé à l'égard du trotskysme.

L'expérience des 180 jeunes communistes révolutionnaires de Cannes en est une preuve éclatante. Mais cet exemple n'est

pas isolé, y compris au sein même de la Jeunesse communiste moribonde. Ce n'est pas un hasard si la direction des J.C. a préféré réunir son Comité national quatre jours avant le Comité central pour lui faire adopter un texte de soutien « au candidat que le parti soutiendra ». Quatre jours plus tard, il aurait fallu remplacer cette formule vague et confiante par le nom de Mitterrand.

Lors du meeting de la Mutualité où le P.C.F. présentait la délégation du P.C. nord-vietnamien, on a pu voir une foule de jeunes interrompant sans cesse les orateurs agacés par le cri de « U.S. assassins ». Vibrant à toutes les formules révolutionnaires de l'orateur Vietnamien, elle applaudissait la Chine sous le regard médusé des bonzes de la tribune. Ce sont

ces jeunes qui sont appelés à voter pour un candidat qui semble avoir oublié qu'il y a là-bas une guerre et assure n'avoir jamais eu à se repentir d'avoir voté le Pacte atlantique qui permettrait aux Etats-Unis de faire un Vietnam de la France en cas de « subversion » communiste.

Chez les étudiants communistes, une opposition résolue se dessine contre Mitterrand, et cela jusqu'au sommet. Déjà le secteur Sorbonne des U.E.C., qui regroupe 500 adhérents, a pris position publique d'hostilité à cette candidature. Mais il apparaît que, dans toutes les villes universitaires, l'opposition se développe, y compris chez les anciens « suivistes » du P.C. Le Bureau national de l'U.E.C., élu avec la bénédiction du P.C. semble complètement divisé et n'a pu encore sortir de résolution.

La rentrée universitaire s'annonce très bonne pour la gauche, à condition qu'elle sache ne pas se limiter à une critique verbale du P.C. mais qu'elle soit capable, d'entrer de jeu, d'organiser un large mouvement d'action anti-impérialiste qui trouve le lien avec la lutte contre le gaullisme dans le cadre de la campagne présidentielle.

Dans un tel contexte, où qu'ils se trouvent, au P.C., au M.J.C. ou à la C.G.T., les marxistes-révolutionnaires s'emparent de la situation présente pour avancer vers la création de courants révolutionnaires, embryons du futur parti d'avant-garde qu'il faut construire et dont l'absence se fait si cruellement sentir dans la situation présente.

Henri ANCELIN.

Le débat parlementaire sur les comités d'entreprises

Le débat sur la réforme des comités d'entreprises à l'Assemblée nationale, a tourné pour une bonne part autour d'un sujet important : celui du secret. Dans l'ordonnance de 1945, on pouvait lire : « les membres du comité d'entreprise et délégués syndicaux sont tenus au secret professionnel pour toutes les questions relatives aux procédés de fabrication ». Dans le projet gouvernemental, ce paragraphe se trouve quelque peu modifié : « En outre, les membres du comité d'entreprise et les représentants syndicaux sont tenus à une obligation de discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le chef d'entreprise ou son représentant. » Dans le débat, le ministre du Travail, répondant à une question, précisait que « tout manquement à cette obligation entraînerait des sanctions professionnelles et civiles ». Ce nouveau texte fut longuement attaqué par les députés communistes : la droite le défendit et envisageait même d'aller plus loin. La signification d'une telle adjonction est assez claire en offrant au patronat une possibilité supplémentaire de répression, le gouvernement attend que baisse l'hostilité de patrons aux comités d'entreprise ; mais en même temps Granval laisse entendre que les représentants syndicaux se verront confier de bien grands secrets et donc qu'ils participeront effectivement à la gestion des entreprises. C'est une finesse cousue de corde à puits : il s'agit en fait d'amadouer les syndicats, et cette politique vise à réaliser l'intégration des organisations ouvrières. Mais que des comités soient créés ou non, que les représentants syndicaux tombent dans le piège ou pas, il n'en reste pas moins un moyen de répression supplémentaire entre les mains du patronat, et parlons qu'il saura s'en servir.

Si les députés communistes s'opposèrent correctement à l'adoption de cette nouvelle clause, on ne peut pas dire que leurs propositions et leur attitude à l'égard de l'ensemble du projet gouvernemental furent très brillantes. Aucune perspective n'était ouverte d'une véritable transformation des comités d'entreprise. Arthur Ramette, par exemple, demandait l'application de l'ordonnance de 1945 aux entreprises nationalisées, telles l'ORTF ; cela était et reste correct. Mais Ramette s'étendant longuement sur la situation dans les houillères du Nord et du Pas-de-Calais, expliquait que les comités d'entreprise se justifiaient dans les mines par le fait qu'il pourraient s'occuper

ALERTE AU CHOMAGE !

Le marché de l'emploi reste toujours défavorable à la classe ouvrière et rien, pour l'instant, n'annonce un changement sérieux pour les mois et même pour l'année qui vient.

On remarquera que rien n'est venu remettre en cause les statistiques de l'OCDE qui montraient qu'en France il y a quelques 300 000 chômeurs partiels et totaux.

On note 28 000 chômeurs secourus, dont 10 400 dans la seule région parisienne pourtant très industrialisée. Quant à l'accroissement des demandes d'emploi non satisfaites, il est de l'ordre de 23 % par rapport au mois de septembre 1964.

Les licenciements vont bon train : ils touchent en particulier les travailleurs de la construction navale de la région toulonnaise et du Havre ; on sait que les 350 licenciés de La Seyne ne parviendront pas à se reclasser : c'est ce que nous apprend M. Saurel, le directeur des services du Travail pour la région toulonnaise. Les licenciements ont touché également les Camions Bernard à Bagneux, la COSEM à Grenoble et quelques entreprises de la région lyonnaise.

En dépit des promesses gouvernementales d'une reprise économique, la situation de l'emploi risque fort de s'aggraver. Il faut, pour en juger, se reporter au rapport sur le V^e Plan : les auteurs de ce rapport se plaignent d'un manque de « transparence » et de fluidité de la main-d'œuvre. En conséquence ils proposent deux solutions : une moindre spécialisation des jeunes — qui arrivent au rythme de 600 000 chaque année sur le marché du travail — et un système social qui facilitera les déplacements de main-d'œuvre, notamment par une politique du logement et de la formation professionnelle accélérée.

Pour ce qui est de la première solution, on peut dire que le gouvernement n'a pas attendu l'entrée en vigueur du V^e Plan pour passer aux actes : le nombre de places dans les collèges et lycées techniques n'a pas augmenté dans la proportion où croît le nombre des jeunes.

Quant à la seconde solution des auteurs du rapport sur le V^e Plan, soyons certains qu'elle aura ses répercussions sur

le niveau de vie des salariés. En effet, on peut dire qu'un triple mouvement s'opère : la population rurale vient grossir chaque année les régions urbaines et industrielles, pendant que la politique actuelle de l'industrie est à la décentralisation ; ceci entraîne un accroissement de main-d'œuvre dans les villes mais également des licenciements dans les usines. Un troisième mouvement est en cours et va s'accroissant : c'est la concentration capitaliste qui se traduit, au niveau de l'emploi, par des fermetures d'usines et la liquidation progressive des petites entreprises.

Ainsi aperçoit-on de ce que sera l'emploi pour les quelques mois ou années prochaines : des jeunes peu spécialisés arriveront en grand nombre sur le marché du travail et pourront être embauchés à bas prix ; et ceci sera aggravé par un chômage permanent qui, s'il ne construira pas un problème politique et économique essentiel, n'en pesera pas moins sur le marché du travail et les salaires.

Une telle situation pose nécessairement le problème de la réduction du temps de travail. Mais également se trouve mis en cause la pseudo-planification capitaliste. Une refonte des structures de l'économie, des déplacements de la main-d'œuvre ne sont pas fatalement préjudiciables aux travailleurs. La modernisation des équipements et les regroupements d'usines peuvent se faire également dans une société de transition vers le socialisme. Tout dépend alors de l'élaboration et de l'application d'un plan : il est évident que si c'est une programmation des investissements qui tient lieu de planification, les regroupements d'usines et la modernisation de l'appareil de production se font au détriment des salariés.

A. V.

250 pages contre la IV^e Internationale

En février dernier, sous le titre « Ouvrons le débat » nous répondions à de violentes attaques du groupe « La Vérité » en renouvelant nos propositions d'une discussion sérieuse entre tous les trotskystes qui ne peuvent que désirer la fusion la plus complète des forces marxistes révolutionnaires au sein de la IV^e Internationale. En juillet paraissait la brochure de notre camarade P. Frank, *Construire le parti révolutionnaire*, qui exposait nos conceptions stratégiques pour la France et posait des questions précises à ceux qui la rejettent.

Nous devons sans doute considérer comme une réponse à nos ouvertures, la publication d'un numéro spécial de « La Vérité », véritable petit volume de 250 pages entièrement consacré à la lutte contre notre organisation mondiale.

On comprendra que ce ne soit pas dans le cadre de ce journal que nous pouvons répondre à cet épais libelle. Nous le ferons dans la revue IV^e Internationale, sans y consacrer un numéro, ce qui ne serait pas conforme à la hiérarchie de nos tâches, et serait donner trop d'im-

portance à un travail qui confond l'imprécation et l'exclamation outragée avec la démonstration, la sollicitation de textes avec l'analyse, et pratique l'amalgame avec désinvolture.

Maintenant le bluff que nous avons déjà dénoncé, les deux groupes, anglais et français de l'ex-Comité international qui ont refusé la fusion de 1963, annoncent maintenant une conférence internationale de reconstruction de la IV^e Internationale (sic). On aimerait savoir où se trouvent les groupes qui participeraient à cette « reconstruction », quels organes lui publient, quelles activités ils ont. Encore des questions qui risquent de n'avoir pour réponse qu'une nouvelle bordée d'injures en de nombreuses pages.

Malgré cela nous continuons à dire : tous les militants et groupes qui se réclament du trotskysme nous trouveront toujours disposés à discuter fraternellement et sur un ton mesuré des difficiles problèmes politiques que posent notre époque et des divergences bien naturelles qui peuvent apparaître entre militants non-robotisés.

M. L.